



Réforme agraire, dynamiques organisationnelles et pratiques foncières.  
Le cas de Graciano Sánchez (Tamaulipas, Mexique)

Jean-Philippe Colin, Christophe Blanchot, Enrique Vázquez García, Hermilio Navarro Garza<sup>1</sup>

*Communication à l'atelier "Transitions foncières et changement social. Institutions, organisations et innovations autour de l'accès à la terre et à l'eau" organisé par le CIESAS et l'IRD, Mexico, 9 - 11 mars 1999*

## Introduction

Le périmètre d'irrigation de Las Animas (municipe de Gonzalez, Sud-Tamaulipas) peut être considéré comme un produit caractéristique du modèle dirigiste, interventionniste, de l'intervention publique dans le secteur ejidal des années 1970 (Pepin Lehalleur *et al.*, 1993). Ce texte cherche à répondre à l'interrogation suivante : comment la dimension foncière d'un tel modèle a-t-elle évolué, dans un nouveau contexte marqué par le retrait de l'Etat et, de façon générale, par un bouleversement de l'environnement économique et institutionnel des producteurs ? Un élément majeur de cette étude de cas, conduite sur le terrain en 1995-96, sera le décryptage de la relation existant, dans un contexte de crise agricole, entre dynamiques organisationnelles et dynamiques foncières. On montrera ainsi comment l'échec d'une organisation collective de la production conduit à une individualisation des droits fonciers, quelles sont les conditions de l'émergence d'un marché foncier pour le faire-valoir indirect, et comment prend naissance un processus de différenciation interne aux ejidos, certains ejidataires devenant de simples rentiers alors que d'autres conservent une activité de production - voire se muent en entrepreneurs agricoles. On soulignera le rôle de l'action collective dans de telles dynamiques. Enfin, on montrera l'incidence, sur les dynamiques foncières, d'une réorientation productive conduisant, dans certaines conditions, à une substitution de l'élevage à Le village de Graciano Sánchez compte environ 4 000 habitants, regroupés dans 19 ejidos intégrés dans le district d'irrigation. A Graciano Sánchez, centre pionnier créé en 1976 par la Réforme agraire, les dotations se sont échelonnées entre 1975 et 1979, oscillant entre 25 (pour les premiers ejidos) et 10 hectares par ejidataire. Ces ejidos ont été constitués aux dépens de propriétés privées ("ranchos"<sup>2</sup>), qui ont cependant conservé des superficies importantes incluses dans le périmètre. Quatre de ces propriétés sont directement situées autour de Graciano Sánchez. Les terres dotées, antérieurement consacrées à l'élevage extensif par les ranchos<sup>3</sup>, ont été déboisées, nivelées et aménagées pour l'irrigation gravitaire par la puissance publique.

L'économie agricole régionale est ainsi marquée par la coexistence d'ejidos et d'entrepreneurs agricoles bien intégrés dans des réseaux de commercialisation nationaux ou internationaux, ce qui offrait potentiellement l'opportunité d'analyser l'évolution de la relation entre ces deux types d'acteurs, parallèlement à la mutation de l'environnement économique et institutionnel de la production agricole. Enquêter les entrepreneurs agricoles s'est toutefois révélé pratiquement impossible, du fait de leur

<sup>1</sup> Les auteurs sont respectivement chercheur de l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement), ancien CSN de l'IRD (alors ORSTOM), chercheur de l'INIFAP (Instituto Nacional de Investigaciones Forestales y Agropecuarias) et enseignant-chercheur du CP (Colegio de Postgraduados en Ciencias Agrícolas). Ils remercient Emmanuelle Bouquet pour ses commentaires sur une première version de ce texte. Ils restent bien sûr responsables des imperfections qui demeurent.

<sup>2</sup> Ce terme désigne ici des exploitations pratiquant une agriculture d'entreprise, tournées vers le marché, capitalistiques et recourant largement à l'emploi de main d'oeuvre salariée.

<sup>3</sup> Par ailleurs, ces ranchos produisaient essentiellement du coton jusque vers 1966, puis, par la suite, du maïs et du sorgho, avant de se tourner, dans certains cas, vers des productions légumières de plein champ.



méfiance et de leur manque de disponibilité. L'analyse porte donc essentiellement sur l'agriculture ejidale, mais fera toutefois apparaître le rôle crucial joué par les ranchos - véritables "acteurs cachés" du jeu ejidal - dans la constitution des marchés du faire-valoir indirect et du travail<sup>4</sup> à Graciano Sánchez.

Des travaux antérieurs (Sérés, 1993) montraient la forte incidence de la qualité des sols dans les dynamiques locales. Nous avons donc choisi d'étudier deux ejidos fortement différenciés à cet égard, Felipe Angeles et Miguel Hidalgo.

Les terres de Felipe Angeles, situées le long du fleuve Guayalejo, sont des fluvisols, sols légers de texture essentiellement sablo-limoneuse, fertiles et possédant un bon potentiel pour les cultures de céréales et d'oléagineux. L'ejido a été doté en fin d'année 1976. Les 43 ejidataires reçoivent alors une dotation de 460 hectares<sup>5</sup>, totalement irrigués. Les terres de Miguel Hidalgo, en revanche, sont des vertisols, à texture beaucoup plus argileuse, plus pauvres que les vertisols et posant des problèmes en période de fortes pluies (inondation des parcelles, terres difficiles à travailler), comme en période sèche (prise en masse). La dotation ejidale, de 310 ha de terres irriguées, a été accordée en 1979 à 29 ejidataires<sup>6</sup>.

Ces deux ejidos ont été étudiés de façon approfondie; des enquêtes plus légères ont par ailleurs été réalisées dans 10 autres ejidos<sup>7</sup>, ce qui nous a permis de situer les résultats de l'étude de Felipe Angeles et Miguel Hidalgo dans un cadre plus général, relativement à certaines variables.

## I. De l'ejido collectif à l'ejido individuel

Les années 1970 marquèrent le retour en grâce de l'ejido collectif, sous la présidence populiste d'Etcheverría<sup>8</sup>. Dans les années 1970 comme dans les années 1930, la création d'ejidos collectifs s'ancraient dans une politique assignant à l'ejido un rôle de premier plan dans le développement agricole du pays. Dans des régions fertiles et irriguées, l'ejido collectif était vu comme le moyen de mettre en oeuvre la Réforme agraire sans rompre l'efficacité des entreprises agricoles expropriées (cas de la majorité des créations d'ejidos dans les années 1930), ou de constituer *ex nihilo* de nouvelles unités performantes, sur des périmètres irrigués créés par l'Etat (cas étudié ici). Dans les deux cas, l'organisation collective devait permettre des économies d'échelle dans l'usage des équipements agricoles et d'irrigation : "*El ejido colectivo fue considerado como la síntesis natural entre la eficiencia económica, íntimamente ligada con economías de escala, y los objetivos sociales de equidad rural perseguidos por la Reforma Agraria*" (Eckstein, op. cit.:139).

Conformément à la politique alors en vigueur, les ejidos constitués sur le périmètre irrigué de Las Animas bénéficièrent, à leur création, de fortes aides gouvernementales (fourniture de l'infrastructure d'irrigation, crédits à taux bonifiés, encadrement agricole) et furent constitués sur une base collective, sans individualisation des dotations foncières et avec une organisation du travail et une gestion des facteurs de production à l'échelle de l'ensemble de l'ejido. L'accès au crédit et sa gestion, sous le contrôle étroit des banques publiques intervenant localement<sup>9</sup>, constituaient le ciment de l'organisation collective. En

<sup>4</sup> Sur ce point, voir Cebada Contreras (1994).

<sup>5</sup> Soit l'équivalent d'une dotation de 10 ha par ejidataire, l'ejido comptant également une parcelle "industrielle" de 10 ha (dont les bénéfices sont utilisés pour financer des investissements communs, ou aider les membres plus faibles de la communauté: veuves, personnes âgées seules) et une parcelle scolaire de 10 ha (dont les gains servent à payer les coûts de scolarisation des enfants); 10 ha de la superficie totale correspondent aux drains, canaux, etc.

<sup>6</sup> Soit l'équivalent de 10 ha irrigués par ejidataire, auxquels s'ajoutent une parcelle industrielle et une parcelle scolaire de 10 ha.

<sup>7</sup> Francisco Nicodemo, Portes Gil, Amado Garza, La Victoria, Manuel Parreño, Rio Tamesi, Emilio Lopez Zamora, Agustín Melgar, El Salado, Graciano Sánchez.

<sup>8</sup> Pour une analyse de la première vague de création d'ejidos collectifs sous la présidence de Lázaro Cárdenas, entre 1936 et 1939, et du reflux de ce mouvement, voir en particulier Eckstein (1966).

<sup>9</sup> Plusieurs banques sont intervenues à Felipe Angeles et Miguel Hidalgo, dans le cadre d'une politique publique de crédit : Somex, Banpaís, Bancomer et Banrural.

d'autres termes, l'ejido fonctionnait comme une seule unité de production, tenue de respecter les choix cultureux et les itinéraires techniques fixés par les banques (et, à travers elles, par le Ministère de l'agriculture); les techniciens de ces dernières étaient présents sur le terrain pour conseiller les ejidataires et surveiller l'exécution des directives officielles.

La structure de l'ejido se composait alors des instances usuelles, *comisariado* et conseil de vigilance, mais également, du fait de l'organisation collective, de quatre responsables techniques (élus à l'année ou au cycle), chargés respectivement de l'organisation et de la supervision des travaux agricoles, du parc de tracteurs, de l'irrigation et de la commercialisation. Leur marge de décision restait limitée, le technicien de la banque donnant les directives et les choix cultureux étant imposés. Sur la parcelle, le travail était distribué entre les ejidataires par le chef des travaux.

### 1. L'échec de l'organisation collective

Cette organisation collective s'est conclue par un échec complet. L'évolution de l'organisation des 12 ejidos enquêtés comprend systématiquement trois phases : une brève phase collective, une phase intermédiaire, avec la constitution de "secteurs", et enfin une organisation individuelle. La disparition de l'organisation collective a été rapide à Graciano Sánchez : sur les 12 ejidos étudiés, 7 n'étaient déjà plus collectifs à la fin de 1982, et aucun n'était plus collectif fin 1984, à l'exception de Miguel Hidalgo dont la phase collective a été prolongée jusqu'en fin 1987 par un projet d'élevage sur lequel nous reviendrons. On peut évoquer brièvement les facteurs qui semblent expliquer l'échec de l'organisation collective. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il n'est guère étonnant de retrouver ici des problèmes déjà rencontrés lors de la vague antérieure de création d'ejidos collectifs, ou décrits dans le cas d'ejidos collectifs créés à la même époque que ceux de Graciano Sánchez, dans d'autres régions<sup>10</sup>.

a) La désaffection des ejidataires. Tant la technicité et la mécanisation des systèmes de production<sup>11</sup>, qu'une organisation imposée, reposant sur quelques élus et sous le contrôle de techniciens de la banque, réduisirent la majorité des ejidataires à une passivité démobilisante. Ainsi, à Felipe Angeles, l'exploitation des 460 ha de l'ejido ne nécessitait en rien 43 personnes, 12 mois/an; on peut estimer que les 6 conducteurs de tracteurs travaillaient à temps plein 6 mois par an et que les autres ejidataires ne trouvaient à s'employer que 4 mois par an sur l'ejido. Tous les ejidataires devaient donc travailler comme journaliers ou tractoristes dans les ranchos voisins - travail d'autant plus attrayant que les ejidataires y recevaient un salaire journalier supérieur à celui perçu lorsqu'ils étaient employés sur l'ejido. Le partage des bénéfices, après la récolte, était censé compenser cette différence, mais en raison d'un ensemble de facteurs sur lesquels nous reviendrons, il y a eu plus de pertes que de bénéfices à répartir. De nombreux ejidataires, perdant toute motivation, cessèrent de travailler dans l'ejido (d'autant qu'il était possible de "s'entendre" avec le chef des travaux pour faire enregistrer une présence fictive sur la parcelle ejidale) pour s'employer dans les ranchos. La concurrence entre ranchos et ejidos, lors des périodes de fortes demande simultanée, ne se posait d'ailleurs pas seulement en termes de rémunération, mais aussi de mode d'embauche. Lorsque, afin de faciliter la gestion de la main d'oeuvre, les rancheros embauchaient à la semaine plus qu'à la journée, le fait de commencer, une semaine donnée, à travailler sur l'ejido pouvait exclure l'embauche dans un rancho. Certains ejidataires refusaient donc parfois, pour cette raison, de

<sup>10</sup> Voir par exemple Eckstein (1966), Centro de Investigaciones Agrarias (1970), Barbosa et Maturana (1972), Hewitt de Alcantara (1978), Gledhill (1991), Concheiro et Baltasar (1995).

<sup>11</sup> L'assolement retenu par l'encadrement agricole comprenait un cycle de soja de printemps-été, de mai-juin à octobre-novembre, et un cycle de maïs d'automne-hiver, de novembre-décembre à fin avril-début mai, ou de carthame (oléagineuse) sur les terres éloignées du fleuve, non soumises à l'influence de brouillards d'hiver (le carthame est ainsi produit sur les terres de Miguel Hidalgo, mais non sur celles de Felipe Angeles). Les systèmes de production mis en place étaient et restent fortement mécanisés : tous les travaux, à l'exception du désherbage et de l'irrigation, sont réalisés à l'aide de tracteurs; les traitements phytosanitaires se font par avion. La production est donc peu intensive en travail : une succession soja-maïs demande environ 8 jours de travail manuel et 2 jours de travail motorisé par hectare et par an.

travailler sur la parcelle ejidale.

b) Des comportements opportunistes et des conflits internes. Une source de tension fréquemment évoquée lors des entretiens était la différence, au sein de l'ejido, entre la rémunération perçue par les responsables de l'ejido et celle que recevaient les ejidataires employés comme simples journaliers - différence contestée par ces derniers, qui soulignaient la plus grande pénibilité de leur tâche, pour un moindre salaire. Suivent les habituelles accusations de fraude qui auraient été commises par les responsables de l'époque. Ces anciens responsables dénoncent, quant à eux, les comportements opportunistes des contestataires. L'important ici n'est pas de savoir qui a raison, mais de souligner les dysfonctionnements organisationnels systématiques des ejidos collectifs, imputables en bonne mesure aux conflits d'individus ou de clans et à des comportements de type "free-rider". Comme l'ont exprimé certains ejidataires, "Personne ne se sentait propriétaire de la récolte", ou encore "L'ejido recevait une camionnette neuve, au bout de quelques jours elle était toute cabossée". Ces problèmes organisationnels n'ont pu être qu'exacerbés par l'extrême diversité de l'origine géographique des ejidataires. Nous avons pu ainsi relever 11 états d'origine différents, pour 43 ejidataires pour lesquels nous disposons de données précises - une situation, commune dans les périmètres irrigués de la région, qualifiée de "Babel huasteca" par A. Avila (cité par Aguilar-Robledo, 1992).

Des problèmes de cette nature avaient déjà été clairement diagnostiqués dans le cas des ejidos créés dans les années 1930 : "*La historia de los diferentes grupos colectivos ejidales ... está llena de conflictos, antagonismos y disputas internos, que originaron divisiones y subdivisiones de las unidades de producción originales*" (Eckstein, 1966:468).

A Miguel Hidalgo, la dissension interne - qui opposa en particulier les élus successivement en charge de la direction de l'ejido - conduisit dès 1983 à la création d'un "secteur sécessionniste" de 9 personnes (dont les membres de la première direction de l'ejido), avec l'accord du Ministère de la Réforme agraire. Ici encore, une telle situation a été décrite voilà plusieurs décennies par Eckstein : "*La inconformidad con el funcionario ejecutivo que estaba en el poder, la sensación de que se cometían injusticias o la sospecha de que el delegado era deshonesto y la creencia de que su "propia gente" no lo sería, ofrecían terreno fértil para el dirigente local ambicioso que había perdido las elecciones. Se les arreglaba para de alguna manera enlodar al triunfador, con justificación o sin ella, y para atraer a su alrededor a un sector disidente de miembros igualmente descontentos. ... La corrupción diseminada dio por resultado la pérdida de confianza en la estructura social más amplia, y la retirada del ejidatario a su grupo familiar y de compadrazgo más firmamente unido, y encabezado por un dirigente u hombre fuerte reconocido*" (Eckstein, op. cit.: 471)<sup>12</sup>.

c) Un manque de capacités de gestion technique et économique de la majorité des ejidataires. La très grande majorité des ejidataires travaillaient, avant la création des ejidos, comme journaliers agricoles dans les ranchos localisés autour de Graciano Sánchez. Ils ignoraient tout de la culture du carthame et du soja, et plus généralement de la gestion d'une production agricole technifiée; les premières années, ils furent ainsi livrés à la compétence des techniciens de la banque - compétence parfois discutable. Seuls trois ejidataires maîtrisaient alors les techniques d'irrigation. Ce facteur semble avoir joué fréquemment dans les dotations d'ejidos collectifs (voir Centro de Investigaciones Agrarias, 1970).

d) De mauvaises prestations de l'encadrement. La rigidité excessive des calendriers imposés par les services techniques des banques pour la réalisation des opérations culturales pouvait poser un problème à certains ejidos. De plus, les ejidataires durent parfois assumer les conséquences des fautes techniques commises par l'encadrement. Ainsi lorsqu'à Miguel Hidalgo la banque intervenant dans l'ejido mit sur pied, de 1988 à début 1990, un programme d'élevage intensif. Les chargements trop élevés, de 4 à 4,5 animaux par hectare, provoquèrent une perte de poids et une mortalité importantes et obligèrent, après une forte gelée intervenue en décembre 1989, à vendre les animaux en catastrophe et à perte; un projet plus "réaliste" aurait permis de mieux gérer la crise. Ainsi encore lorsque le premier cycle de soja semé à Felipe Angeles fut entièrement perdu du fait d'une erreur du technicien de la banque (mauvais contrôle

<sup>12</sup> A l'évidence, une telle situation, révélatrice des difficultés de l'action collective, demanderait à être analysée à la lumière de la théorie de l'action collective, mais on s'éloignerait alors de l'objet de ce texte.

phyto-sanitaire), avec l'endettement de l'ejido comme conséquence.

e) Des conditions agro-écologiques défavorables. Le climat de la région est de type tropical sub-humide. Le risque climatique tient avant tout à la pluviométrie. Les précipitations sont variables et parfois très violentes. Les producteurs vont ainsi craindre d'irriguer, de peur qu'une pluie n'arrive juste après la mise en eau et n'inonde tout. L'irrigation ne permet donc pas de s'affranchir totalement d'une logique de culture pluviale. Par ailleurs, le sud du Tamaulipas est affecté par un cyclone tous les 11 ans en moyenne, ce qui rend d'autant plus risquées les cultures du cycle printemps-été.

Sur les vertisols, qui couvrent environ 75 % des terres de la zone de Graciano Sánchez, ces problèmes sont accentués par des difficultés de drainage. Ces sols présentent en effet une tendance à l'engorgement, notamment lors des violentes pluies d'été, ce qui rend alors impossible toute opération culturale mécanisée et entraîne des perturbations dans les calendriers culturaux. Cette contrainte pénalise particulièrement les cultures de céréales et d'oléagineux semées par les ejidataires en début de saison des pluies; elle ne pèse pas sur les cultures légumières de plein champ pratiquées par les entrepreneurs agricoles, qui sont semées en saison sèche.

En définitive, si l'irrigation permet la réalisation de deux cycles de culture par an à Graciano Sánchez, elle ne permet pas de surmonter totalement le risque climatique caractéristique de la région - nous verrons d'ailleurs que l'attitude des producteurs face à ce risque (différent selon le type de sol concerné) et à ses incidences en termes d'espérance de rendement est l'un des facteurs-clés déterminant les options techniques et foncières retenues par les ejidataires. La conjugaison de cette contrainte et d'une fertilité relative des sols (en particulier des vertisols) se traduit par des rendements en céréales et oléagineux relativement faibles pour de tels systèmes de production (cf. annexe), ce qui rend la production particulièrement sensible à une mauvaise gestion technique (point mort élevé).

Ces différents facteurs se sont combinés pour produire une succession de campagnes déficitaires, un endettement structurel des ejidos et une crise de l'organisation collective. Cette situation, on l'a noté, n'est en rien spécifique aux ejidos de Graciano Sánchez. Ainsi retrouve-t-on, dans le cas de ces ejidos, les facteurs d'échec avancés par Gledhill (1991) dans son analyse de l'ejido collectif Emiliano Zapata (Michoacán) : manque de formation des ejidataires, non adhésion à un mode d'organisation imposé, refus de certains ejidataires de participer aux travaux, dissensions liées aux différences dans les rémunérations perçues au sein de l'ejido, pratiques frauduleuses des dirigeants, irrégularités dans l'enregistrement du travail effectué dans le cadre de l'ejido, défaillances du système public d'encadrement des ejidos, etc.

## *2. Une dynamique d'individualisation des droits fonciers*

Devant l'endettement croissant des ejidos et les difficultés de gestion - phénomène général à Graciano Sánchez - les banques tentent de promouvoir un type d'organisation plus souple : les secteurs<sup>13</sup>. Cette organisation a souvent eu une existence éphémère (dans 8 cas sur les 12 ejidos pour lesquels nous disposons d'informations, cette durée a été inférieure ou égale à 3 ans). L'avortement de cette forme d'organisation vient de ce qu'il s'agissait d'une simple reproduction, à une échelle plus réduite, de l'organisation collective; on y retrouvait donc les mêmes problèmes organisationnels que dans les ejidos collectifs.

L'organisation en secteurs ne donnant pas de meilleurs résultats que l'ejido collectif (mésentente, ejidataires "passifs", accusations de fraude, etc.), les ejidos continuant à s'endetter, les banques décident d'arrêter de fournir des crédits et, dans la plupart des cas (10 sur 12 ejidos pour lesquels nous disposons d'informations), la perte du crédit s'accompagne de la saisie des tracteurs au titre du remboursement au moins partiel des dettes.

L'organisation sous forme collective ou de secteurs, produit de la politique ejidale du gouvernement, était mise en oeuvre de façon opérationnelle à travers l'octroi des crédits d'équipement et de campagne et

<sup>13</sup> Cette dynamique d'endettements massifs, puis de fragmentation des ejidos collectifs, a également été systématiquement observée dans les ejidos collectifs créés dans les années 1930, comme dans ceux créés sous la présidence de L. Etcheverría.

la gestion des équipements de culture mécanisée. Avec la disparition du crédit et la saisie des équipements, disparaissent également les instruments opérationnels facilitant l'exercice de la contrainte organisationnelle. Les ejidataires, qui rejetaient le modèle collectif et réclamaient un droit individuel sur leur dotation, se considèrent alors libres d'individualiser les parcelles afin que chacun soit libre de développer ses propres stratégies productives et foncières.

L'individualisation, conduite initialement à l'insu du Ministère de la Réforme agraire, a été si rapide qu'une fois au courant, le ministère ne pouvait sans doute plus prendre de mesures de rétorsion - à l'époque, racontent les ejidataires, "*se fue el miedo y el respeto por Reforma Agraria*". Le premier ejido qui procède à une répartition individuelle de ses terres est Felipe Angeles, à la fin de l'année 1984. Quatre ans plus tard, tous les ejidos enquêtés ont fait de même. Les directions ejidales et les conseils de vigilance continuent d'exister, mais ne gardent plus qu'un rôle d'interface avec les autorités.

Le processus d'individualisation peut être illustré avec les exemples des ejidos Felipe Angeles et Miguel Hidalgo.

A Felipe Angeles, l'ejido, endetté, perd tous ses tracteurs fin 1984; les trois secteurs de quinze membres formés fin 1982<sup>14</sup> sont dissous et les ejidataires décident de procéder à la répartition individuelle de la terre. Dans un premier temps, ils réalisent eux-mêmes le lotissement, mais à la suite de contestations, les mesures sont refaites par des ingénieurs du Ministère de l'agriculture intervenant en "free-lance". Les parcelles, de qualité inégales, sont tirées au sort.

A Miguel Hidalgo, le processus d'individualisation est plus complexe. On a vu qu'un premier secteur avait été créé en 1983-1984, à la suite de dissensions internes fortes. Les cultures restent collectives jusqu'en début 1985, lorsqu'une perte totale de la récolte de carthame se traduit par un fort endettement. La banque Banpaís cesse alors d'accorder des crédits pour la production agricole, saisit les 7 tracteurs de l'ejido pour un remboursement partiel de la dette et propose, de 1985 à 1987, un programme d'élevage d'embouche pour essayer de récupérer le reste de sa dette; le crédit fourni est destiné à couvrir les frais de mise en pâture permanente de 60% des terres de l'ejido et l'achat de 275 veaux d'embouche. La condition posée par la banque pour l'octroi de ce crédit est que l'ejido reste collectif - du point de vue de la gestion du troupeau comme de la gestion foncière - et que le secteur dissident créé en 1983 soit réintégré. Seuls deux ejidataires refusent d'entrer dans ce programme. L'assemblée ejidale autorise alors leur individualisation, sur la base d'un arrangement interne conclu à l'insu du Ministère de la Réforme agraire; chacun de ces ejidataires reçoit 10 hectares<sup>15</sup>. Les autres ejidataires intègrent le programme d'élevage collectif, 162 hectares étant mis en pâture. La forte augmentation du prix de la viande à l'époque assure le succès de l'expérience qui permet à l'ejido de rembourser la dette antérieure, de rembourser le nouveau crédit et même de régler des frais de justice pour un procès intenté sans succès à la suite d'une malversation du technicien de la banque. A la même époque les ejidataires, qui ne disposent pas des moyens permettant de mettre en valeur leurs terres labourables, cherchent à les céder collectivement en faire-valoir indirect, après une tentative infructueuse d'exploitation en faire-valoir direct avec location de l'équipement; nous reviendrons sur ce point.

Ayant récupéré l'ensemble des crédits avancés, Banpaís se retire de Miguel Hidalgo en fin d'année 1987. Les ejidataires se retrouvent avec des terres empâturées, mais sans cheptel. La banque Bancomer propose alors un programme d'élevage intensif (1988 - 1990), en demandant le maintien d'une organisation collective. Les ejidataires arrivent à convaincre la banque de former deux secteurs (véritables unités collectives de production) pour l'activité d'élevage. Trois ejidataires, qui disposaient de droits sur les parcelles empâturées lors du programme Banpaís, refusent de participer à ce programme et préfèrent développer une activité d'élevage autonome. Cette désaffection porte à 5 le nombre des ejidataires totalement autonomes, mais conduit surtout au lotissement de l'ensemble de l'ejido. Chaque ejidataire obtient 6 ha de pâture et 4 ha de terres arables. La mesure des parcelles est d'abord effectuée par l'un des

<sup>14</sup> La tentative de constituer ces secteurs à l'amiable, par regroupements selon les affinités personnelles, échoue. La constitution des groupes doit donc être imposée par la banque.

<sup>15</sup> Il n'a pas été possible d'expliquer l'insistance de Banpaís pour le maintien d'une organisation collective, et le fait que la possibilité ait été malgré tout laissée à ces deux ejidataires de s'autonomiser.

ejidataires puis, pour couper court à des contestations, par un technicien de l'INEGI (Instituto Nacional de Intervenant en "free-lance". La répartition des parcelles n'a alors pas lieu par tirage au sort, la qualité des terres étant jugée équivalente sur tout l'ejido. Une fois leur dotation individuelle attribuée aux trois "dissidents", les ejidataires intégrant le programme d'élevage se regroupent par affinité dans les deux secteurs, les parcelles étant alors distribuées de telle manière que les ejidataires appartenant à une même famille aient des parcelles jointives.

Le programme Bancomer est un échec complet : lors du premier cycle d'engraissement, la viande voit son prix chuter de façon spectaculaire et l'ejido ne peut rembourser le crédit; l'année suivante, une forte gelée grille les pâtures - surchargées, du fait d'une erreur de la banque (cf. *supra*). Une partie des veaux meure, les autres, amaigris, sont revendus à bas prix. L'ejido n'étant pas assuré - le technicien encadrant l'élevage n'ayant pas transmis le dossier à la compagnie d'assurance - la dette s'aggrave. Echaudée, la banque se retire courant 1990. Les ejidataires se retrouvent alors libres de s'organiser comme bon leur semble, sur la base de leur dotation individuelle.

### 3. Réorganisation productive et faire-valoir indirect

La disparition de l'organisation collective et l'individualisation des droits sur la terre marque la fin du monolithisme organisationnel et ouvre ainsi une possibilité de différenciation des pratiques tant productives que foncières, dans un contexte marqué toutefois par de fortes contraintes liées à la décapitalisation des ejidos et à une dégradation de la rentabilité de la production agricole (cf. annexe). Deux phénomènes méritent d'être soulignés, relativement aux effets de la réorganisation productive sur la gestion foncière. D'une part, une différenciation interne à l'ejido conduit certains ejidataires à se retirer des activités de production et à céder leur parcelle en faire-valoir indirect, alors que d'autres maintiennent une activité de production sur leur parcelle, voire sur des parcelles prises en faire-valoir indirect. Dans cette dynamique, le rôle joué par l'action collective - via l'émergence de nouveaux groupes de producteurs - s'avère crucial. D'autre part, le développement des activités d'élevage s'appuie largement sur des contrats de métayage. On analysera ces deux points dans cette section, comme préalables à une étude plus spécifique du développement du faire-valoir indirect à Graciano Sánchez.

#### 3.1 Le rôle des groupes dans le maintien des activités productives

Une fois l'organisation par secteurs disparue et les tracteurs collectifs saisis par les banques au titre du remboursement des dettes, un certain nombre de producteurs se sont organisés en groupes, avant tout pour avoir accès à de nouveaux crédits permettant l'achat de tracteurs, puis pour gérer cet équipement. Le fonctionnement de ces nouvelles structures organisationnelles, sur une base plus volontariste, n'a pas été sans conflits. Le problème des "free-riders" a malgré tout été réduit du fait d'un processus de sélection interne à ces groupes (Figure 1), de leur constitution sur une base essentiellement familiale<sup>16</sup> (ce qui n'exclut pas pour autant tout conflit), et également du fait que de nombreux ejidataires auparavant "passifs" ont préféré opter, lors de l'individualisation des terres, pour la cession de leur parcelle en faire-valoir indirect et travailler parallèlement dans les ranchos des environs.

L'importance revêtue par les groupes dans les activités productives est frappante. A Felipe Angeles, outre les 4 groupes (12 membres en tout), 3 ejidataires seulement entrent dans des activités de production agricole en 1995; 4 parcelles ne sont pas exploitées<sup>17</sup>, et les autres sont cédées en faire-valoir indirect<sup>18</sup>. A

<sup>16</sup> L'éclatement de l'organisation collective et la constitution des groupes sur les bases observées offrent une illustration directe de la théorie de l'action collective, selon laquelle cette dernière est facilitée par des facteurs comme la dimension réduite du groupe et la proximité sociale de ses membres (qui facilite la communication et réduit les risques de comportements opportunistes). On a pu noter également le rôle d'ejidataires particulièrement actifs, véritables catalyseurs de l'action collective.

<sup>17</sup> Deux, à la suite de transactions litigieuses et 2 faute de trouver un tenancier, du fait d'un enherbement trop prononcé.



Miguel Hidalgo, la production agricole en faire-valoir direct est réduite à un groupe (2 membres) et à un ejidataire autonome. Tous les autres ejidataires cèdent en faire-valoir indirect leurs parcelles non empâturées. Par ailleurs, 4 groupes (12 membres en tout) sont organisés autour des activités d'élevage, pratiquées également de façon individuelle par 6 ejidataires.

Ainsi, au total, sur 67 ejidataires, 10 ont une activité de production autonome (dont 6 éleveurs), 29 ont une activité de production en étant organisés en groupes, et 27 cèdent la totalité de leur patrimoine foncier en faire-valoir indirect - le fait d'être "actif" n'excluant pas la cession en faire-valoir indirect d'une partie de la dotation foncière. En définitive, l'appartenance ou non à un groupe constitue, en particulier pour les activités de production agricole à Felipe Angeles, un facteur directement corrélé avec les modes de faire-valoir. Nous reviendrons sur les éléments qui permettent d'expliquer cette corrélation. Dans le cas de Miguel Hidalgo, la situation est différente : l'activité agricole y est devenue marginale, la cession en faire-valoir indirect des terres labourables dominant largement, et on assiste à une substitution partielle élevage / agriculture, non sans incidence sur les pratiques foncières et plus largement les contrats agraires.

### 3.2 Développement de l'élevage et métayage

La disparition presque totale des activités de production agricoles des ejidataires de Miguel Hidalgo ne peut être expliquée par la perte du crédit et de l'équipement, qui a tout autant touché Felipe Angeles. Il faut ici faire intervenir la dégradation, depuis 1985, de la rentabilité de la production de céréales et d'oléagineux, qui se fait beaucoup plus sentir à Miguel Hidalgo qu'à Felipe Angeles, du fait de conditions pédologiques plus difficiles (cf. annexe). Cette évolution défavorable vient de la combinaison d'une hausse des coûts de production et d'une baisse des prix, qui réduit le revenu net à l'hectare (et augmente le rendement d'équilibre). En pesos constants, le revenu annuel pour la succession soja-maïs à Felipe Angeles est réduit, en dix ans, de 63%; celui de la succession soja-carthame à Miguel Hidalgo, de 84%.

L'exploitation agricole en faire-valoir direct à Miguel Hidalgo est ainsi allée en se contractant régulièrement au fil des années : 8 ejidataires en 1989, 7 en 1990, 6 en 1991, 5 en 1992 et 1993, 4 en 1994, 3 en 1995.

Un calcul économique simple montre par ailleurs l'intérêt comparé de l'élevage dans les conditions de Miguel Hidalgo : le résultat net par hectare, une fois le travail familial valorisé au prix du marché et traite éventuelle non comprise, s'établit à 1 400 pesos (\$) par hectare lorsque les animaux sont en propriété, de 510 \$/ha s'ils sont pris *a medias* (i.e. en métayage, cf. *infra*)<sup>18</sup>. Sur les mêmes bases de calcul, une succession soja-maïs rapportait alors 150 \$, pour l'espérance statistique de rendement.

Sur les terres pauvres, les activités liées à l'élevage permettent des résultats économiques en général bien meilleurs que les cultures. Par ailleurs, l'élevage est beaucoup moins sensible aux risques climatiques et économiques et, si les animaux sont traités, permet de dégager d'assurer des revenus quotidiens la moitié de l'année, contribuant ainsi à résoudre une contrainte chronique de trésorerie. Par ailleurs, les coûts monétaires de production sont faibles : 295 \$/ha, à comparer à environ 1 250 \$/ha pour un cycle de soja-carthame à Miguel Hidalgo, en 1994, sans même prendre en compte les frais de récolte et de transport, qui sont réglés après la commercialisation. Une telle caractéristique revêt une importance majeure relativement au risque (en l'absence d'assurance) et aux contraintes de financement (en l'absence de crédit).

Du fait de ces avantages, l'élevage tend à gagner du terrain sur les cultures - une dynamique observée également dans d'autres périmètres irrigués de la région (Aguilar-Robledo, op. cit.). Le développement de l'élevage suppose toutefois surmontées deux contraintes majeures, la disponibilité de pâturages et l'accès

<sup>18</sup> Cinq parcelles de Felipe Angeles ont été achetées en 1987 par un entrepreneur agricole, non membre de l'ejido (nous reviendrons sur ces transactions), qui n'est pas considéré et ne se considère pas comme ejidataire. Le nombre d'ejidataires à proprement parler s'est ainsi trouvé réduit de 43 à 38.

<sup>19</sup> Les normes des calculs et les données détaillées sont présentées in Blanchot *et al.* (1996). En cas de traite des animaux, ces résultats passent respectivement à 2 130 et 1 230 \$/ha.



au capital animal.

Relativement à la mise en pâture, le rôle joué par les banques dans l'initiation du processus a été illustré par le cas de Miguel Hidalgo; 3 autres des ejidos enquêtés ont également eu accès à des programmes d'élevage proposés par des banques. Parallèlement, des mises en pâture à l'initiative des ejidataires (i.e. sans accès au crédit bancaire) ont été réalisées dans 6 autres ejidos. Ce processus est lent du fait de l'investissement requis par la mise en pâture (2 150 \$ par hectare, le salaire d'un journalier étant, à titre de comparaison, de 20 \$). Les contraintes liées à la mise en pâture des terres expliquent que la reconversion élevage - agriculture reste partielle. On a vu que les terres non empâturées de Miguel Hidalgo sont pour l'essentiel cédées en faire-valoir indirect.

Depuis la disparition du crédit bancaire, l'accès au capital animal est assuré essentiellement par des contrats de métayage. Par cet arrangement, l'ejidataire reçoit sur sa pâture irriguée des animaux dont le propriétaire peut être un autre ejidataire, un ranchero, un commerçant, etc.. Il s'en occupe des animaux pendant une durée variable (habituellement un an), à l'issue de laquelle il conserve la moitié des veaux nés durant l'exercice<sup>20</sup>. En outre, dans tous les contrats rencontrés sauf un, l'ejidataire-propriétaire de la terre a également le droit de prélever pour son compte le lait, qui peut être valorisé sur place (Nestlé possède à Graciano Sánchez une cuve réfrigérée, avec une collecte quotidienne).

En 1995, sur 712 équivalent UGB (unités de gros bétail) recensés à Miguel Hidalgo, 72 appartenaient aux ejidataires et 640 leur étaient confiés dans le cadre d'un contrat de métayage. Il s'agit d'un élevage de type mixte (production de veaux de 6 mois et de lait); les veaux sont commercialisés auprès d'intermédiaires résidant à Graciano Sánchez.

## II. L'émergence d'un marché foncier

### 1. Chronique du développement du faire-valoir indirect dans les ejidos Felipe Angeles et Miguel Hidalgo

La conjugaison de l'individualisation des parcelles, des contraintes d'accès au crédit et de la baisse de la rentabilité de la production agricole a conduit dans tous les ejidos enquêtés à une explosion du faire-valoir indirect, à l'exception de deux d'entre eux, l'un difficile d'accès et l'autre caractérisé par une stratégie exclusive de développement de l'élevage. Cette explosion peut être illustrée avec les cas de Felipe Angeles et de Miguel Hidalgo (Figure 2).

*Cas de Felipe Angeles*<sup>21</sup>. A l'époque de l'exploitation collective, puis des secteurs, l'accès au crédit et au matériel et l'organisation de la production à l'échelle de l'ensemble de l'ejido permettaient une production en faire-valoir direct; la cession en faire-valoir indirect (FVI) n'était pas même envisagée. Les conditions pour l'apparition d'une offre de FVI apparaissent en 1984, avec la perte du crédit et de l'équipement et avec l'individualisation des parcelles.

Les deux premières années après la disparition du crédit et des tracteurs (1985 et 1986), la majorité des parcelles de l'ejido sont louées pour la production légumière à un ranchero, avec l'autorisation des autorités agraires, afin de permettre aux ejidataires de rembourser leurs dettes avec le produit de la location.

C'est là la première location que nous ayons pu identifier à Graciano Sanchez, qui marque le début de la location de terres aux rancheros, presque toujours pour la production légumière. S'ouvre ainsi à ces derniers un extraordinaire marché locatif de terres irriguées. Le mouvement s'étend en effet aux autres ejidos qui, à la même époque perdent aussi crédit et tracteurs; très rapidement, les ejidataires ne

<sup>20</sup> Dans les définitions retenues par le Code civil mexicain, l'*aparcerero* est le propriétaire de la pâture et le *dueño* est le propriétaire des animaux. Ce type de contrat d'élevage *a medias* est mentionné dans la littérature aussi bien dans des conditions proches de celles de Graciano Sánchez (Pujal-Coy, Aguilar-Robledo, 1992), que dans le Sonora (Pérez López et Cañez de la Fuente, 1997), le Veracruz (Hoffmann et Almeida, 1995).

<sup>21</sup> Les modes de faire-valoir ont pu être reconstituées, sur une base quantitative, pour 29 parcelles ejidales jusqu'en 1994, et pour l'ensemble de l'ejido en 1995.

demandent plus l'autorisation de louer aux autorités agraires. Les rancheros font ainsi leur retour sur des terres dont ils avaient été dépossédés par la Réforme agraire - des terres qui bénéficient dorénavant de l'irrigation. Au début, ils voient ce retour comme "expérimental", du point de vue agronomique mais surtout de celui des relations avec les ejidos et les autorités agraires. Aucun problème majeur ne se posant, le marché du faire-valoir indirect pourra se développer pleinement, à partir de 1987 en particulier.

Les rancheros se succèdent à Felipe Angeles jusqu'à 1989; la proportion de parcelles louées oscille alors entre le tiers et la moitié de l'ejido. Un conflit avec le plus important des rancheros, auquel les ejidataires reprochent des dégradations de canaux d'irrigation, des inondations de parcelles voisines et surtout d'avoir relancé un nouveau cycle de production sans accord préalable de leur part, semble avoir nui à la réputation des ejidataires de Felipe Angeles, dès lors considérés comme des "gens à problèmes" par les rancheros, qui se retirent. Une autre raison possible du retrait des rancheros de l'ejido, à partir du début des années 1990<sup>22</sup>, vient probablement du fait qu'à ce moment-là, quelques crédits bancaires sont à nouveau disponibles, ce qui permet la consolidation ou la constitution des groupes d'ejidataires (cf. *supra*) qui entrent en tant que demandeurs sur le marché locatif interne à l'ejido.

A l'époque des enquêtes, en 1995 (année pour laquelle nous disposons d'une information exhaustive au niveau de l'ejido), 21 parcelles sur 45 (en incluant les parcelles scolaire et industrielle) étaient cédées en faire-valoir indirect à Felipe Angeles.

**Cas de Miguel Hidalgo.** Jusqu'au cycle automne-hiver de 1984, l'ejido possède encore ses tracteurs et bénéficie de crédits de campagne. Ayant développé une stratégie d'acquisition de tracteurs d'occasion, l'ejido est en mesure d'assurer des prestations de service mécanisées dans d'autres ejidos. Les revenus tirés de cette activité sont répartis entre les ejidataires de 1981 à 1984. Cette année-là, les ejidataires décident de réinvestir ces gains en prenant 110 hectare en faire-valoir indirect, avec un contrat à 25% de la récolte, dans deux ejidos qui viennent de perdre leurs tracteurs et leurs crédits. A l'issue de cette campagne particulièrement mauvaise, l'ejido Miguel Hidalgo se retrouve brutalement, comme on l'a vu, sans crédit de campagne et sans tracteurs.

En 1985-1987, Banpaís propose le programme d'élevage collectif décrit antérieurement, mais assure le financement de la mise en pâture de 60% seulement des terres de l'ejido. Les ejidataires essaient alors de faire un cycle de maïs en payant des prestations de service mécanisées sur la partie non empâturée, puis décident collectivement de louer ces parcelles, considérant qu'ils n'étaient pas en mesure de d'exploiter leurs dotations foncières en l'absence de crédit et d'équipement. On soulignera ici le caractère radical du changement : avec la perte des moyens de production, les ejidataires de Miguel Hidalgo passent de demandeurs à offreurs de terres. Ils ne trouvent cependant pas alors preneur, car le phénomène locatif s'amorce à peine à Graciano Sánchez et les tenanciers se concentrent sur les terres considérées comme les meilleures, situées le long du fleuve. Les terres non empâturées ne sont donc pas été exploitées pendant un temps (à l'exception des quelques parcelles travaillées en faire-valoir direct) faute de tenancier, puis cédées à des memonmites<sup>23</sup> pour la production de soja-carthame, avec un contrat à 25 % de la récolte. Les tenanciers, jugeant ces terres peu favorables à la production agricoles, ne renouvellent pas l'expérience.

En 1988, les rancheros, satisfaits des résultats obtenus dans d'autres ejidos, se présentent dans Miguel Hidalgo et louent la quasi-totalité de la surface non empâturée (104 ha sur 128) pour la production légumière (pour laquelle, rappelons-le, les caractéristiques pédologiques locales ne présentent pas de contraintes). Dès lors, les tenanciers se succèdent et la superficie louée reste stable. A partir de 1990 - i.e. de l'échec du programme d'élevage Bancomer - apparaît également, de façon plus marginale, la location de pâturage par des ejidataires qui, ayant participé au programme, disposent de parcelles empâturées, mais qui n'ont pas ultérieurement repris l'activité d'élevage.

Ces brèves chroniques témoignent, si besoin en était, de la faible incidence de la législation foncière qui interdisait, jusqu'à la réforme légale de 1992, le faire-valoir indirect sur les terres distribuées dans le cadre de la Réforme agraire. Ici comme ailleurs, les pratiques foncières étaient gérées dans le cadre d'un

<sup>22</sup> Sur 29 parcelles pour lesquelles il a été possible de collecter une information diachronique sur les modes de faire-valoir, 6 sont louées à des rancheros en 1991, 5 en 1992, 2 en 1993, 4 en 1994 et 2 en 1995.

<sup>23</sup> Secte religieuse puritaine dont des membres ont créé une communauté à proximité du district d'irrigation.

mode de régulation local<sup>24</sup>, la seule contrainte dans le cas présent étant de demander l'accord de l'assemblée générale - systématiquement obtenu.

## 2. Ejidataires - 'rentiers', ejidataires - 'entrepreneurs'

En définitive, en 1995 la situation foncière était la suivante dans les deux ejidos étudiés, pour les terres labourables et les pâturages :

Tableau 1. Mode de faire-valoir des terres agricoles, 1995

		Felipe Angeles		Miguel Hidalgo	
FVD	Groupes	1 (2 prod.)	20 ha	-	-
	Individuels	3	30 ha	1	4 ha
FVD + prise en FVI	Groupes	3 (10 prod.)	100 ha FVD + 200 ha pris en FVI (140 à FA et 60 ha dans d'autres ejidos)	1 (2 prod.)	20 ha FVD + 30 ha pris en FVI dans d'autres ejidos
	Individuel	1*	FVD: 50 ha + 10 ha pris en FVI à FA, + x ha pris dans d'autres ejidos		
Parcelles cédées en FVI	Individuels	21**	210 ha	20**	100 ha
Parcelle non exploitée	Individuels	4	40 ha	-	-

(\*) producteur contrôlant 5 parcelles; (\*\*) dont parcelles scolaire et industrielle; FVD : faire-valoir direct; FA Felipe Angeles

Tableau 2. Mode de faire-valoir des terres en pâture, Miguel Hidalgo, 1995

FVD + vaches en propriété	Individuels	3	22 ha
FVD + vaches en métayage (et éventuellement en propriété)	Groupes	1 (2 prod.)	12 ha
	Individuels	3	34 ha
FVD + prise en FVI + vaches en métayage (et éventuellement en propriété)	Groupes	3 (10 prod.)	70 ha en FVD + 18 pris en FVI dans MH - 410 pris en FVI hors MH
Parcelles cédées en FVI	Individuels	8	48 ha

MH : Miguel Hidalgo

Trois types d'arrangements étaient pratiqués par les ejidataires enquêtés<sup>25</sup> :

- la location (de terres agricoles ou de pâtures);
- l'arrangement, apparu lors des enquêtes, consistant pour le tenancier à laisser au propriétaire toute la prime Procampo<sup>26</sup> en échange du droit d'usage de la parcelle;
- différents contrats au pourcentage de la production : contrats dits *al tercio* (au tiers) et au pourcentage du résultat net (*al porcentaje de la utilidad*) dans le cas de la production agricole, contrats *a medias* (à la moitié) dans le cas des animaux.

En 1995, la location domine dans le cas des terres labourables (226 ha, 32 contrats recensés), mais les contrats de métayage (au sens générique) ne sont pas pour autant négligeables (130 ha, 13 contrats). Dans

<sup>24</sup> Voir par exemple Bouquet et Colin (1996), pour une étude de cas dans l'Etat de Tlaxcala.

<sup>25</sup> Une analyse spécifique des différents contrats et des logiques d'acteurs qui les sous-tendent sera proposée dans un autre document.

<sup>26</sup> La réforme de la politique mexicaine des prix s'est traduite par la disparition des prix de garantie et par la mise en place du programme Procampo d'attribution de primes à l'hectare, pour certaines cultures. A Graciano Sánchez, cette prime était accordée, au moment des enquêtes, pour le soja, le maïs et le carthame, mais non pour les productions légumières.

le cas de l'élevage, les contrats de métayage (animaux pris *a medias*) revêtent une importance capitale (90% des animaux); les locations de pâtures restent relativement peu pratiquées au sein de l'ejido (25% des superficies empâturées).

Ces quelques données font ressortir nettement :

- l'importance du mode de faire-valoir indirect dans les deux ejidos : 47 % de la superficie de Felipe Angeles et 81 % des terres labourables de Miguel Hidalgo étaient en FVI; 26 % des terres empâturées de Miguel Hidalgo étaient également exploitées en FVI. Par ailleurs, 84 % des pâtures exploitées directement étaient utilisées pour alimenter des animaux pris en métayage. Le développement du FVI n'est en rien spécifique à ces deux ejidos; on le retrouve dans tous les autres ejidos enquêtés, sauf lorsque l'essentiel de la superficie a été empâturée, ou lorsque les terres sont de très mauvaise qualité;
- le processus de différenciation interne qui s'est opéré dans les deux ejidos entre d'une part une majorité d'ejidataires "rentiers", qui ont cessé toute activité productive au sein de l'ejido et se contentent de percevoir une rente foncière, et une minorité d'ejidataires "entrepreneurs", pour la plupart organisés en groupes, qui tendent à concentrer les moyens de production. Ainsi, 60% des superficies qu'ils exploitaient pour la production agricole<sup>27</sup> et 76 % des terres utilisées pour l'élevage étaient prises en FVI en 1995;
- une différence entre les marchés fonciers au sein des deux ejidos. A Felipe Angeles, le marché foncier est avant tout interne : 71 % de la superficie donnée en FVI était prise par des membres de l'ejido; 70 % de la superficie prise en FVI par des ejidataires relevait de l'ejido. Par contre, à Miguel Hidalgo, la demande sur le marché foncier est essentiellement externe : toute la superficie labourable et 63% de celle des pâtures cédées en FVI étaient prises par des acteurs extérieurs à l'ejido; 98 % des superficies prises par des ejidataires en FVI pour l'alimentation des animaux étaient extérieures à l'ejido;
- le rôle des groupes dans l'émergence d'une demande ejidale de terres en faire-valoir indirect : dans les deux ejidos, seuls prennent en FVI des groupes d'ejidataires<sup>28</sup> (les superficies prises à bail le sont pour moitié à titre individuel par les membres des groupes, et pour moitié collectivement). Les enquêtes réalisées dans les autres ejidos font apparaître la situation de Felipe Angeles comme relativement exceptionnelle. Ailleurs, comme à Miguel Hidalgo, les tenanciers sont en général extérieurs aux ejidos.

Ces résultats suggèrent un ensemble de questions. Quels sont les facteurs qui déterminent l'attitude des ejidataires face aux activités de production et conditionnent donc leur positionnement sur le marché foncier en tant qu'offres ou demandeurs ? Comment expliquer en particulier que l'appartenance à un groupe semble déterminer la possibilité de cultiver, et pourquoi tous les ejidataires ne forment-ils pas des groupes ? Comment expliquer les différences constatées entre les marchés fonciers de Felipe Angeles et Miguel Hidalgo, dans l'importance relative du faire-valoir indirect comme dans les caractéristiques de la demande de faire-valoir indirect ?

## 2.1 Felipe Angeles

Comment expliquer que l'appartenance à un groupe semble conditionner, à Felipe Angeles, la possibilité de cultiver ?

En premier lieu, la constitution des groupes a permis d'acquérir un équipement de culture mécanisé au moment où des crédits bancaires redevenaient disponibles, d'en assurer une maintenance au moins relative, et bien évidemment de faire jouer des économies d'échelle - la possession d'un tracteur ne pouvant être envisagée pour l'exploitation d'une seule parcelle individuelle de 10 hectares, en particulier en cas de contraction du marché des prestations de service mécanisées, comme on l'observe ces dernières années.

<sup>27</sup> Le producteur de Felipe Angeles, non attributaire de la Réforme agraire, qui a acheté cinq parcelles au sein de l'ejido n'est pas pris en compte ici. En 1995, ce producteur prenait une parcelle en FVI dans Felipe Angeles et travaillait hors de l'ejido une superficie qui n'a pas pu être précisée.

<sup>28</sup> Avec l'exception de l'entrepreneur agricole contrôlant cinq parcelles de l'ejido, mentionné antérieurement.

La disponibilité de l'équipement permet de résoudre la contrainte de financement, contrainte à mettre en rapport avec l'absence de crédits bancaires de campagne et les faibles capacités d'autofinancement des ejidatarios, dans un contexte de rentabilité décroissante de la production et donc de faibles capacités d'accumulation pour un autofinancement. La disponibilité de l'équipement intervient ici à deux titres. D'une part, elle permet une réduction des débours monétaires, comparativement à la location de l'équipement. D'autre part, en permettant une production régulière, elle facilite l'établissement de relations de confiance entre le groupe et les entreprises acquéreuses des récoltes. Ces entreprises - les *recibas* - peuvent alors apporter des aides en nature ou servir d'intermédiaires avec des fournisseurs d'intrants, lorsqu'elles-mêmes n'en vendent pas (semences de soja, produits phytosanitaires, fertilisants, traitement phytosanitaire aérien). L'aide apportée par ces *recibas* contribue à réduire sensiblement les besoins de trésorerie - sans les faire disparaître totalement, dans la mesure où ces prêts interviennent à la condition que la parcelle soit déjà préparée pour le semis. Elle permet d'expliquer que des groupes qui avaient à une époque accès à des crédits bancaires de campagne aient continué à produire après leur disparition. On notera ici l'effet d'un phénomène de "dépendance de sentier" : c'est parce qu'à une époque, les groupes actuels ont pu avoir accès à des crédits d'équipement et de campagne qu'ils ont été en mesure d'engager un processus de production qui leur a permis d'engager des relations suivies avec les *recibas*, dont l'aide a pallié, ultérieurement, la disparition de ces crédits formels.

Pour un producteur ne bénéficiant pas d'équipement et de prêts des *recibas*, le débours monétaire à engager en 1994 pour un cycle soja/maïs est de l'ordre de 2150 \$/ha; pour un groupe disposant d'un tracteur et de l'aide des *recibas*, le débours se réduit à 1300 \$/ha, soit une réduction de 40% des besoins de trésorerie.

Ces éléments expliquent qu'en 1995, seuls ont une activité de production agricole les ejidatarios qui bénéficient de l'accès à un tracteur, i.e., concrètement, les membres des groupes et quatre individus<sup>29</sup>. La réduction de la contrainte de financement associée aux effets d'économie d'échelle explique que non seulement les groupes soient en mesure de mettre en valeur la dotation foncière de leurs membres, mais qu'en sus ils puissent augmenter les superficies cultivées en prenant des parcelles en faire-valoir indirect.

Au vu de l'importance revêtue par les groupes dans le maintien d'une activité productive, on peut s'interroger sur les facteurs contraignant leur formation. Pourquoi tous les ejidatarios ne forment-ils pas des groupes ? La réponse à cette question dessine une carte des contraintes situationnelles, en termes de disponibilités en facteurs mais aussi en termes d'attitude face au risque et de capacités de gestion.

On a vu précédemment qu'à Felipe Angeles, en 1995, 15 ejidatarios seulement<sup>30</sup> mettent en valeur leur dotation, individuellement ou en groupe; 2 parcelles font l'objet d'un litige (cf. *infra*), 19 sont cédées en FVI et 2 ne sont pas exploitées, faute d'avoir trouvé un tenancier (les parcelles étant fortement enherbées). On dispose d'informations sur 18 de ces 21 ejidatarios "non-producteurs - potentiellement membres de groupes" :

- certains ejidatarios, âgés ou femmes veuves sans aide familial, sont dans l'impossibilité d'exploiter en faire-valoir direct leur parcelle et d'avoir un rôle actif dans un groupe (4 cas);
- d'autres ejidatarios auraient la capacité et la volonté de produire, mais ont dû cesser l'exploitation directe de leur parcelle pour des raisons conjoncturelles<sup>31</sup> (3 cas). Ces cas correspondent donc à des ejidatarios cédant en FVI par contrainte et non par stratégie;

<sup>29</sup> Un entrepreneur agricole que nous avons déjà évoqué, qui contrôle par achat 50 ha dans l'ejido mais possède également des parcelles dans d'autres ejidos; un ejidatario salarié permanent de cet entrepreneur, qui lui apporte une aide lui permettant de mettre en valeur sa parcelle; un ingénieur, non résident, salarié à Tampico, qui est en mesure de financer la location du matériel grâce à ses revenus non agricoles; une femme, dont le père - membre d'un groupe - gère la parcelle.

<sup>30</sup> En excluant l'entrepreneur agricole ayant acheté cinq parcelles.

<sup>31</sup> Dans un cas, l'ejidatario disposait d'un tracteur individuel qu'il n'a pas été en mesure de faire réparer après une panne; dans un autre cas l'ejidatario s'est retrouvé exclu d'un groupe du fait des manoeuvres des deux autres membres du groupe; dans le troisième cas, la production en faire-valoir direct avec location de l'équipement a été interrompue faute de moyens financiers.

- d'autres enfin se déclarent "trop occupés" par ailleurs ou estiment ne pas avoir la capacité d'exploiter leur parcelle en faire-valoir direct (11 cas); ces attitudes sont fortement corrélées avec une aversion explicite au risque. Six ejidataires, rebouteux, maçon, commerçants ou tractoristes employés permanents de ranchos, ne considèrent pas la production agricole comme leur activité principale; 5 autres sont uniquement journaliers. Une telle option est rendue possible par les conditions locales du marché du travail dans les ranchos avoisinants, caractérisées par l'absence de coûts de transaction majeurs pour trouver à s'occuper localement la majeure partie de l'année.

La location offre à ce groupe un complément aux revenus des activités hors-exploitation et leur évite d'entrer (ou de rester) dans une logique de production considérée comme trop risquée. En 1994, un ejidataire louant sa parcelle et travaillant comme manoeuvre pouvait compter sur un revenu monétaire net (critère central de la prise de décision par les ejidataires enquêtés) de 8 300 \$<sup>32</sup>, à comparer à un revenu net (calculé pour l'espérance de rendement) de 10 200 \$, pour une parcelle de 10 ha exploitée en faire-valoir direct avec un équipement loué - soit une prime de risque bien faible.

On retrouve, dans ces ejidataires "rentiers", les ejidataires "passifs" du temps de l'ejido collectif, qui n'ont ensuite pas intégré les nouveaux groupes ou en ont été rapidement exclus. A l'inverse, on constate que ceux qui, après l'individualisation de l'ejido, ont continué à cultiver en formant des groupes efficaces, ont souvent occupé des postes de responsabilité dans le passé (direction, conseil de vigilance) et se sont impliqués activement dans la vie de l'ejido à l'époque de l'organisation collective. Ce constat - également tiré par Hewitt de Alcantara (1978) dans le cas des anciens ejidos collectifs de la Vallée Yaqui - témoigne d'un processus d'apprentissage dont certains ont su tirer profit, sur la base commune d'une expérience antérieure de travail comme manoeuvres agricoles.

## 2.2 Miguel Hidalgo

L'effondrement de la rentabilité de la production agricole dans les conditions pédologiques de Miguel Hidalgo et le développement de l'élevage donnent aux pratiques foncières dans cet-ejido une logique différente de celle relevée à Felipe Angeles.

A Miguel Hidalgo, même un ejidataire "actif" a tout intérêt à céder sa parcelle non empâturée en FVI : la location assure en 1994 un revenu net, sans risques, de 400\$ par hectare, à comparer à une espérance de gain monétaire net du même ordre, pour un cycle de soja-carthame. Cette non-rentabilité de la production céréalière et oléagineuse sur les vertisols minces de Miguel Hidalgo permet d'expliquer l'importance de la cession en FVI des terres labourables, comparativement à Felipe Angeles. Cette cession est bien évidemment rendue possible par l'existence d'une demande, i.e. par le fait que la production légumière des tenanciers-rancheros ne souffre pas de ces conditions agro-écologiques, tout en restant hors de portée des ejidataires, pour des raisons financières et techno-économiques<sup>33</sup>. Le marché du faire-valoir indirect ne peut donc être essentiellement interne, comme à Felipe Angeles.

Le maintien du FVI sur les terres labourable n'est pas sans liens avec les contraintes à leur mise en pâture. On a déjà évoqué ce point : le coût de cette reconversion pour 4 hectares (superficie de terres labourables dont disposent la plupart des ejidataires de Miguel Hidalgo) était de 8 600 \$ en 1994-95, soit l'équivalent de 430 jours de travail comme manoeuvre agricole.

Cette contrainte à la mise en pâture n'est toutefois pas la seule à expliquer l'absence d'une reconversion totale du mode d'exploitation du sol et les cessions en faire-valoir indirect : on a vu que le FVI pouvait également concerner les parcelles aménagées en prairies permanentes. Dans les conditions locales, la cession en FVI des terres labourables ne constitue pas un indice "fort" d'une attitude de repli face aux activités productives, comme à Felipe Angeles. Par contre, la non pratique des activités d'élevage constitue un tel indice. En 1995, 11 des 29 ejidataires de Miguel Hidalgo ne faisaient pas d'élevage.

<sup>32</sup> Sur la base de 20 \$/jour, 6 jours par semaine sur 9 mois, et de la location de 10 ha à 400 \$/ha.

<sup>33</sup> Ainsi en 1994, le groupe le plus performant de Felipe Angeles s'est lancé dans la production d'oignons, mais la tentative s'est traduite par un échec, du fait de l'absence de maîtrise des circuits de commercialisation.

- Il s'agit d'abord d'ejidataires que l'on peut qualifier "d'actifs", i.e. qui se situent dans une logique de mise en valeur directe de leur dotation foncière mais qui, par choix ou par contrainte conjoncturelle, ne faisaient pas d'élevage au moment des enquêtes (5 cas).
- Un autre groupe renvoie à une logique explicite d'exploitation indirecte "structurelle" (6 cas). Cinq louent leur parcelle mise en pâture à l'époque du programme Banpáis : un personne âgée sans aide familial, un ejidataire qui travaille à temps complet dans une tortilleria du village ou encore 3 ejidataires qui travaillent localement comme journaliers agricoles 7 mois par an et migrent dans le nord du pays ou aux Etats-Unis le reste de l'année. Le dernier cas correspond à celui d'une femme ejidataire qui ne dispose pas de pâture, loue toute sa dotation foncière et travaille en permanence localement comme journalière ou à travers des migrations temporaires dans la région de Mante.

Il est symptomatique de constater que les 9 personnes qui ont formé en 1983-1984 le secteur dissident qui contestait la gestion de l'ejido collectif en la jugeant inefficace (cf. *supra*) sont actuellement des producteurs "dynamiques", qui ne donnent pas (ou peu) de terres en FVI et ont formé des groupes performants au sein de Miguel Hidalgo.

On notera ici, comme à Felipe Angeles, l'effet joué indirectement sur les pratiques foncières par un phénomène de dépendance de sentier : c'est parce qu'à une époque les ejidataires ont eu accès à un programme d'élevage proposé par une banque qu'ils ont pu se familiariser avec cette activité et qu'ils se sont vus dotés d'un capital en pâtures irriguées; ils ont pu par la suite pleinement valoriser ce capital, grâce à des contrats d'élevage en métayage, dans un contexte économique favorable à cette activité.

Comme à Felipe Angeles, la fonction de ces groupes est de permettre l'accès au crédit et à l'équipement, et de réaliser des économies d'échelle. La mise en commun des pâtures permet en effet prendre en métayage des troupeaux plus importants et donc de répondre plus facilement à une offre de ce type, tout en réalisant une économie d'échelle, ici non dans la gestion d'un équipement, mais dans celle de la main d'oeuvre. Cette fonction est toutefois moins cruciale que dans le cas de la production agricole à Felipe Angeles, dans la mesure où le contrat de métayage peut également être conclu pour quelques animaux et permet ainsi de résoudre, à petite échelle et au prix d'une utilisation non optimale de la force de travail, le problème de l'accès au capital (animal).

En définitive, on peut tirer les enseignements suivants de l'analyse qui précède :

- (1) Dans des conditions de production considérée comme potentiellement rentable (cas de Felipe Angeles, de Miguel Hidalgo pour les activités d'élevage, ou encore de Miguel Hidalgo pour la production agricole avant l'effondrement de sa rentabilité) les ejidataires qui disposent d'une capacité de gestion technico-économique et d'une capacité d'organisation collective, et bénéficient d'effets positifs de "dépendance de sentier" (parcelle empâturée lors du programme Banpáis à Miguel Hidalgo, crédits d'équipement et de campagne ayant permis aux groupes de Felipe Angeles de s'engager dans la voie d'une production stable et ayant ainsi été en mesure de nouer des relations privilégiées avec les *recibas*), exploitent leur dotation en faire-valoir direct à la disparition de l'ejido collectif et sont souvent demandeurs sur le marché local du faire-valoir indirect.
  - (2) Dans les mêmes conditions, des ejidataires que l'on peut qualifier "d'actifs" se trouvent contraints à céder leur dotation en FVI, pour des raisons conjoncturelles (e.g. éleveurs ne trouvant pas de contrat de métayage) ou du fait de fortes contraintes dans l'accès à certains facteurs : groupes de Felipe Angeles ayant loué leur parcelle à la disparition de l'ejido collectif; avant d'avoir pu engager une nouvelle dynamique productive, ou encore éleveurs de Miguel Hidalgo n'ayant pas été en mesure de mettre en pâture toute leur dotation et louant "structurellement" leurs terres labourables. Dans ce dernier cas, les mêmes ejidataires peuvent se retrouver à la fois dans une logique de cession "structurelle" (de leurs terres labourables) en FVI et de prise "structurelle" en FVI (vaches en métayage et contrats fonciers proprement dits).
  - (3) Que la production soit considérée comme potentiellement rentable ou non, un certain nombre d'ejidataires souffrent de capacités de gestion limitées, qui vont le plus souvent de pair avec une aversion explicite au risque. Ce groupe de "rentiers structurels" se retrouve dans les deux ejidos.
- On peut tenter de quantifier ces trois groupes :



Tableau 3. Mode de faire-valoir et caractéristique des ejidataires en 1995

		Felipe Angeles	Miguel Hidalgo	Total
1	Ejidataires "actifs, structurellement demandeurs" sur le marché foncier local	13	2	15
2	Ejidataires "actifs", simultanément demandeurs et offreurs sur la marché foncier local	-	10*	15
	Ejidataires "actifs, conjoncturellement offreurs" sur la marché foncier local	3	2**	
3	Ejidataires "structurellement rentiers"	15	6	21
	Information non disponible ou cas n'entrant pas de façon évidente dans les catégories antérieures	8	9	17
	Total	39	29	68

\* Cas des éleveurs louant la portion non empâturée de leur dotation foncière; \*\* cas d'ejidataires actifs louant la portion non empâturée de leur dotation foncière mais louant également leur pâture, faute d'avoir pu conclure un contrat d'élevage en métayage

Ces quelques chiffres témoignent de l'impact du processus de différenciation qui s'est opéré depuis la disparition des ejidos collectifs, avec son incidence directe en termes de gestion foncière.

### 3. Une alternative délaissée : la cession des droits ejidaux

Une alternative possible aux dynamiques décrites aurait pu être la vente des droits ejidaux, i.e. une cession définitive de la dotation ejidale. Contrairement à la dynamique forte du mode de faire-valoir indirect, on n'observe cependant aucune explosion de ventes de droits ejidaux à Felipe Angeles et Miguel Hidalgo - ce qui n'exclut pas ces transactions, pour certaines antérieures au changement de législation et même à l'individualisation des ejidos.

En mars 1996, avaient fait l'objet d'une transaction 10 parcelles sur 45 à Felipe Angeles (soit 23% de la superficie agricole, hors parcelles industrielle et scolaire) et 7 parcelles sur 31 à Miguel Hidalgo (soit 20% de la superficie, hors parcelles industrielle et scolaire), dont l'une à deux reprises, et deux autres en partie seulement (ventes limitées aux portions non empâturées des dotations).

Les premières transactions ont eu lieu en 1980 à Miguel Hidalgo et en 1987 à Felipe Angeles. Les ventes ont été pour l'essentiel opérées avant la réforme de la législation foncière de 1992 qui a légalisé, sous conditions, de telles transactions :

Tableau 4. Ventes de droits ejidaux à Felipe Angeles et Miguel Hidalgo

	Felipe Angeles	Miguel Hidalgo	Total
Avant 1992	80 ha	40 ha	120 ha
1992 - mars 1996	20 ha	18 ha	38 ha
Total	100 ha	58 ha	158 ha

Quels ont été les acteurs de ce marché des droits ejidaux ?

À Miguel Hidalgo, les premières transactions interviennent en 1980-81 (donc à l'époque de l'ejido collectif) : deux ejidataires, déçus par les résultats enregistrés à Miguel Hidalgo, vendent leurs droits et quittent définitivement Graciano Sánchez. Dans les deux cas, les acquéreurs résidaient auparavant dans le village, sans être ejidataires. En 1986, deux ejidataires vendent leurs parcelles mais demeurent dans le village. L'une des parcelles est achetée par un villageois sans terre, qui la revend en 1988 et quitte Graciano Sánchez; l'épouse d'un des ejidataires de Miguel Hidalgo achète cette parcelle et devient ainsi elle-même ejidataire. L'autre parcelle est achetée par le fils de l'un des ejidataires de Miguel Hidalgo,

jusqu'alors sans terre. En 1993, un ejidataire vend la portion non empâturée de sa dotation, ainsi que celle de son frère, dont il avait hérité. L'acquéreuse est la fille d'un ejidataire de Miguel Hidalgo. Enfin, en 1996, un ejidataire vend sa dotation et retourne dans son village d'origine. La parcelle est achetée par une femme qui résidait à Graciano Sánchez, mais ne disposait pas de terre jusqu'alors.

A Felipe Angeles, 5 ejidataires cèdent en 1987 leurs parcelles à un entrepreneur agricole non résidant à Graciano Sánchez; 4 restent dans le village, comme journaliers ou tractoriste, le cinquième émigre aux Etats-Unis. La même année, un autre ejidataire vend sa parcelle pour se consacrer à un emploi salarié permanent dans un rancho des environs; cette parcelle est achetée par une femme résidant dans le village, sans liens de parenté dans l'ejido. En 1991, une autre parcelle est vendue, du fait une fois encore d'une migration définitive aux Etats-Unis; l'acquéreur est un ingénieur non résident à Graciano Sánchez et sans liens de parenté avec des ejidataires de Felipe Angeles. En 1992, un ejidataire vend sa parcelle pour investir dans le commerce le capital ainsi obtenu; l'acquéreuse est la fille d'un ejidataire de Felipe Angeles. Enfin, deux cessions interviennent en 1993, les vendeurs quittant le village; l'acheteur des deux est membre d'un autre ejido de Graciano Sánchez. Ces transactions étaient, au moment des enquêtes, les seules à ne pas avoir été reconnues par l'ejido et faisaient alors l'objet d'un litige (cf. *infra*).

Dans la plupart des cas, les acquéreurs des parcelles résidaient auparavant dans le village, en étant ou non apparentés avec des membres de l'ejido. Un seul cas de cumul de parcelles a été enregistré, les transactions étant intervenues avant le changement légal de 1992. On notera d'ailleurs que les ejidataires n'établissent aucune relation de causalité entre la réforme légale de 1992 et les transactions post-réforme.

Comme dans le cas du faire-valoir indirect, un mode de régulation local définissait les conditions des ventes de droits ejidaux - mais ici de façon plus contraignante. L'assemblée ejidale devait être prévenue et le prix demandé rendu public. Si aucun ejidataire ou parent de membres de l'ejido ne se portait candidat, la parcelle pouvait être cédée à un acquéreur extérieur à l'ejido. Dans les faits, cette règle locale n'était pas toujours respectée. Ainsi à Felipe Angeles, lors de l'achat de cinq parcelles par l'entrepreneur agricole : l'assemblée n'est pas consultée, mais l'acquéreur aurait "régulé" directement la question par une intervention auprès des services de la Réforme agraire. Considéré par les ejidataires comme un individu puissant et en relation avec les "narcos", aucune protestation n'est alors élevée localement. Ce cas mérite d'être comparé à deux autres transactions intervenues après la modification de la législation foncière, en 1992. Ces deux parcelles sont vendues en 1993 à un même acquéreur, déjà ejidataire à Graciano Sánchez, sans consultation de l'assemblée ejidale. Les autorités ejidales lui interdisent d'exploiter ces parcelles, en arguant du fait qu'elles n'en avaient pas été informées (et non qu'il était d'un autre ejido<sup>34</sup>). Après le décès de l'acquéreur, sa veuve hérite du litige, non réglé au moment où les enquêtes étaient réalisées (les deux parcelles restant donc inexploitées).

L'autorisation des transactions foncières par la réforme légale de 1992 est bien perçue par la majorité des ejidataires, mais aucun n'envisage de vendre sa parcelle. Le cas des ejidataires qui ont vendu dans le passé et sont restés à Graciano Sánchez, ont dilapidé le capital ainsi obtenu, et se sont ensuite retrouvés simples journaliers, est souvent mentionné dans les enquêtes et représente un véritable garde-fou. Pour qui ne souhaite pas exploiter sa dotation, la possibilité de la céder en faire-valoir indirect et de développer parallèlement d'autres activités est perçue comme une option nettement plus intéressante que la vente. De plus, le statut d'ejidataire reste socialement de beaucoup préférable à celui de simple journalier<sup>35</sup>.

De nombreuses analyses décrivent en termes négatifs une telle situation où l'ejidataire cède sa parcelle en FVI et se retrouve journalier. L'appréciation des ejidataires de Graciano Sánchez témoignant une aversion au risque est tout autre, dans la mesure cette combinaison leur assure, dans les conditions prévalant localement, une stabilité et une diversification de leurs revenus.

La privatisation des parcelles ejidales, rendue possible par la réforme légale de 1992, n'est envisagée par aucun des ejidataires enquêtés, par crainte d'une ponction fiscale et dans l'espoir de bénéficier d'aides futures du gouvernement. L'ejido, considéré par beaucoup d'ejidataires comme une structure

<sup>34</sup> Dans un tel cas, la procédure officielle suppose un vote en assemblée générale, pour accepter le nouveau venu au sein de l'ejido comme *posesionario*.

<sup>35</sup> Une telle logique est également décrite par Concheiro et Baltasar (1995) dans le cas d'ejidos du Sonora.

contraignante à l'époque de l'organisation collective, est maintenant vu comme une institution protectrice. Cette attitude nous rappelle que l'ejido n'était (n'est) pas simplement une institution de régulation foncière, qu'il était (est) susceptible de jouer un rôle d'interface avec les services publics dans la défense des intérêts du groupe... Etre ejidataire signifie plus qu'avoir un droit sur la terre, c'est aussi un moyen de ne pas se retrouver isolé et totalement démuné dans la vie économique, politique et sociale locale.

## Conclusion

Quels enseignements majeurs peut-on tirer de cette étude de cas ?

- \* A Graciano Sánchez, la politique visant à promouvoir une agriculture ejidale performante par la création de périmètres irrigués et la dotations d'ejidos collectifs s'est traduite par un échec. L'analyse qui vient d'être présentée ne fait qu'allonger la liste déjà fournie d'un tel constat.
- \* Tant les dynamiques internes aux ejidos que le rôle joué ultérieurement par les groupes dans le maintien d'une production ejidale illustrent l'importance capitale jouée par l'action collective - ou plus exactement les *difficultés* de l'action collective - dans le développement rural mexicain. Ce problème définit un champ de recherches qui reste largement à explorer et qui devrait à notre sens être considéré comme prioritaire.
- \* La diversité des pratiques foncières actuelles résulte d'une dynamique de différenciation interne aux ejidos, qui s'est opérée à partir d'une situation initiale particulièrement homogène.
- \* Une relation étroite peut être mise en évidence entre les dynamiques organisationnelles au sein des ejidos, les changements dans les modes d'exploitation du sol (introduction des productions légumières de plein champ, passage de l'agriculture à l'élevage), les contraintes agro-pédologiques et les modes de faire-valoir - et plus généralement les contrats agraires (les contrats d'élevage en métayage n'étant pas à proprement parler des contrats fonciers).
- \* L'émergence et le développement d'un marché foncier locatif sur les terres ejidales a été largement antérieur à la légalisation de 1992. Cette réforme n'a fait que légaliser des pratiques bien établies et régulées localement sans difficultés majeures.
- \* Cette émergence est en bonne mesure liée à l'inégale capacité, entre ejidataires et rancheros, de tirer parti des aménagements hydroagricoles et de retenir une option telle que la production légumière de plein champ, dans un contexte où les productions de céréales et oléagineux deviennent moins rentables.
- \* L'articulation du marché locatif et du marché du travail, qui crée une "complémentarité fonctionnelle" entre ranchos et ejidos, permet aux ejidataires témoignant d'une aversion au risque de développer une stratégie consistant à louer leur parcelle et à s'employer parallèlement comme manoeuvres.
- \* A travers le marché locatif, les rancheros retrouvent accès - à un coût modique, du fait de l'abondance de l'offre - à une ressource dont ils avaient été dépossédés, mais qui depuis a été mise en valeur par la puissance publique.
- \* Le dynamisme du marché locatif constitue à l'évidence un frein majeur au développement du marché des achats-ventes de terres, à travers son incidence sur l'offre (très nette préférence des ejidataires pour la location, qui garantit une source pérennisée de revenus et permet de répondre à des besoins financiers conjoncturels sans nécessiter d'aliéner définitivement la terre) comme sur la demande (les rancheros préférant ne pas immobiliser leur capital et pouvant de plus, grâce à la location, établir une rotation optimale des cultures en fonction des conditions pédologiques recherchées).

## Annexe

Les normes des calculs et les données détaillées sont présentées in Blanchot *et al.* (1996).

## Rendements

Espérance de rendement (tonnes / ha)

	Soja	Maïs	Carthame
Felipe Angeles	1.9	2.5	-
Miguel Hidalgo	0.9	1.4	0.8

### Evolution de la rentabilité des cultures de soja, maïs et carthame

La dégradation des conditions économiques de production, entre 1985 et 1994, apparaît nettement, pour un même niveau de rendement (correspondant à l'espérance de rendement, différente selon le type de sols) et un même itinéraire technique, à travers une analyse de l'évolution des coûts de production, de la valeur de la production et du revenu net par hectare (cultures prises en compte : succession soja-maïs à Felipe Angeles, soja-carthame à Miguel Hidalgo) (estimation en pesos constants) :

- Les coûts de production tendent à augmenter pour le soja (+23%); après une augmentation initiale, ces coûts reviennent à leur niveau d'origine pour le maïs et se réduisent même légèrement (- 11%) pour le carthame.
- Du fait d'une évolution défavorable du prix des produits, la valeur de la production diminue pour les trois cultures: de - 32 à - 40% pour le soja (selon que l'on retienne l'espérance de rendement de Miguel Hidalgo ou celle de Felipe Angeles), - 26% pour le maïs, - 47% pour le carthame.
- Le revenu net par hectare, par culture, est ainsi systématiquement réduit : pour le soja, - 69% dans le cas des fluvisols de Felipe Angeles, - 147% dans celui des vertisols de Miguel Hidalgo; - 61% pour le carthame, - 52% pour le maïs.
- Le revenu annuel pour la succession soja-maïs à Felipe Angeles est réduit, en dix ans, de 63%: celui de la succession soja-carthame à Miguel Hidalgo, de 84%.

On soulignera l'incidence considérable des conditions pédologiques locales sur les résultats économiques : en 1994, le point-mort s'établit :

- à 1.2 ha pour le soja (0.6 en 1985), à comparer à une espérance de rendement de 1.9 T/ha à Felipe Angeles et 0.9 à Miguel Hidalgo;
- à 1.5 T/ha pour le maïs (1.2 en 1985), pour une espérance de rendement de 2.5 T/ha à Felipe Angeles et 1.4 à Miguel Hidalgo;
- à 0.5 T/ha pour le carthame (0.2 en 1985), pour une espérance de rendement de 0.8 T/ha à Miguel Hidalgo.

### Références bibliographiques

- Aguilar-Robledo M., 1992. Los avatares de un proyecto regional: el caso de Puyal-Coy. *Problemas del Desarrollo* XXIII:66-95.
- Barbosa R., S. Maturana, 1972. *El arrendamiento de tierras ejidales. Un estudio en Tierra Caliente, Michoacán*. México: Centro de Investigaciones Agrarias.
- Blanchot C., J.-Ph. Colin, H. Navarro, E. Vázquez, 1996. *Dynamique des systèmes de production dans le Sud-Tamaulipas. Le cas de Graciano Sánchez*. Notes de travail, projet de recherche ORSTOM-CP "Dinámicas organizacionales en el Agro mexicano. Cambio técnico y tenencia de la tierra", Colegio de Postgraduados en Ciencias Agrícolas, Texcoco.
- Bouquet, E., J.P. Colin, 1996. From Legal Norms to Local Land Regulation. A Case Study From Mexico. Pages 101-119 in J. Spiertz, M. Wiber, eds., *The Role of Law in Natural Resource Management*. La Hague: Vuga.
- Cebada M., 1994. Comunidad y mercado de trabajo agrícola (Sur de Tamaulipas). *Regiones* II(4), 145-168.
- Centro de Investigaciones Agrarias, 1970. *Estructura agraria y desarrollo agrícola en México*. Mexico: CDIA.

- Concheiro L., H. Baltasar, 1995. Mercado de tierras en la región Sur de Sonora. El caso de la Asociación Rural de Interés Colectivo "Jacinto López". Pages 125-158 in *Mercado de Tierras en México*. Rome: FAO.
- Eckstein S., 1966. *El ejido colectivo en México*. México: Fondo de Cultura Económica.
- Gledhill J., 1991. *Casi Nada: A Study of Agrarian Reform in the Homeland of Cardenismo*. Austin: University of Texas Press.
- Hewitt de Alcántara C., 1978. *La modernización de la agricultura mexicana, 1940-1970*. Mexico: Siglo XXI.
- Hoffmann O., E. Almeida, 1995. Mercado de tierras en la región de Martínez de la Torre, Veracruz. El caso de los ejidos Miguel Hidalgo y Rojo Gómez. Pages 23-66 in *Mercado de Tierras en México*. Rome: FAO.
- Pepin Lehalleur M., H. Navarro, J. Santibañez, C. Cebada, 1993. Mante, Tamaulipas: una región en movimiento. Pages 137-145 in H. Navarro, J.P. Colin, and P. Milleville (eds.), *Sistemas de producción y desarrollo agrícola*. Mexico: ORSTOM/CP/Conacyt.
- Pérez López P., G. Cañez de la Fuente, 1997. Los ejidatarios ganaderos de Sonora: Historia e incertidumbres. Ponencia para la reunión de la Latin American Studies Association, Guadalajara, 17-19 de Abril de 1997
- Sérès C., 1993. Dynamique des systèmes agraires du Tamaulipas dans le contexte de la nouvelle politique agricole mexicaine. Mémoire de DESS, IEDES.